

Comme il résulte d'une communication de Pierre Braun en date du 29. 12. 1914, la «Deutsche Zentralstelle für Entschädigungen in Luxemburg» accorda à Paul Schroell une indemnité de 13.700 marks «für die Sperre des ‚Escher Tageblattes‘ und allen daraus entstandenen Verlusten.» (6bis)

Voici ce qui se passa au début de février 1915 à Diekirch et ce que nous rapportons également d'après le journal du docteur Michel Welter : «Un individu de Rosport, Luxembourgeois de naissance, qui avait travaillé en dernier lieu à Rodange, racontait à Diekirch en un français parfait, qu'il était soldat français et qu'il s'était évadé de la captivité allemande ; il trouva des personnes crédules qui lui remirent de l'argent et tout ce dont il avait besoin. Le commandant du Landsturm en eut vent, et le mardi 9 février des soldats firent irruption dans une maison privée, appréhendèrent le soi-disant fugitif et le conduisirent dans la demeure du colonel du Landsturm. De là un grand attroupement sur la place du marché. Le colonel, tout furieux, fit charger à la baïonnette et disperser les curieux. Un jeune avocat du barreau (Paul Pammers ?) se trouvant être sur le seuil de sa porte, à côté du Café du Commerce, le colonel se précipita sur la porte et prétendit que le jeune homme avait ri. ‚Et pour commencer, dit-il, sortez vos mains des poches. Quand on parle à un officier allemand on observe une attitude convenable.‘ Le jeune avocat de croiser les bras et de dire : ‚Je suis citoyen d'un pays libre et indépendant ! — Vous ne l'êtes plus, dit le Teuton, cela a cessé.‘ Sur ce le jeune homme répliqua qu'il porterait plainte etc. L'officier, craignant que l'histoire ne pût avoir des suites, se rendit avec deux soldats, baïonnette au canon, à la maison Schroell et de là à l'imprimerie ... où il interdit la publication de l'incident, menaçant de saisir le journal s'il parlait de l'histoire. Le lendemain il revint, de nouveau flanqué de deux soldats, et lorsqu'il se fut convaincu que l'incident n'avait pas été relaté, il se retira en réclamant le numéro de la «Luxemburger Zeitung» qui avait publié le fait dans son édition du matin. Il fut tout étonné d'apprendre que Paul Schroell n'était pas l'éditeur du journal de la capitale.»

Sept jours après Paul Schroell alla trouver Michel Welter pour lui raconter ce qui suit : «Il y a quelques jours, Tessmar l'avait mandé dans son bureau pour lui parler de l'affaire de Diekirch. Il s'entretient longuement avec lui et il fut convenu qu'on n'en parlerait pas dans l'‚Escher Tageblatt‘. Schroell lui dit pourtant qu'on lui devait une satisfaction de ce que le colonel avait fait irruption, à mains armées, dans sa maison. Tessmar lui répondit que le colonel avait été déplacé puis lui fit observer que dans le ‚Tageblatt‘ on écrivait toujours Petrograd au lieu de Petersburg, cela faisait mauvais effet sur les Allemands etc. A la remarque de Schroell que dans ces circonstances il empêcherait l'expédition du ‚Tageblatt‘ en Allemagne, Tessmar répliqua qu'il n'y avait aucun motif pour agir ainsi. Bref, tout se passait à souhait. Grand fut l'étonnement de Schroell lorsqu'il fut appelé ce matin même au bureau de Tessmar où on le soumit à un interrogatoire des plus pénibles. On lui reprochait de l'hostilité envers l'Allemagne, on lui citait des passages arrachés du texte d'une série d'articles sur les dum-dums, des passages d'une polémique avec le ‚Luxemburger Wort‘ etc., enfin on lui cita la nouvelle con-